

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA PROFANATION DU CIMETIÈRE JUIF DE SARRE-UNION, À MONTRY LE 16 FÉVRIER 2015.

16 FEBRUARY 2015 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

LE PRESIDENT : Il s'est produit hier, un évènement particulièrement grave avec la profanation d'un cimetière juif. C'est la troisième fois que ce cimetière est ainsi agressé. Mais cette fois ci, cela a pris une dimension encore plus exceptionnelle, qui appelle la réaction la plus forte £ d'abord des pouvoirs publics, pour rechercher les auteurs de telles vilénies, de telles abjections, mais aussi de toute la communauté nationale, parce qu'il ne peut pas être toléré des actes antisémites dans notre pays. Nous savons qu'il y a eu, au cours de ces dernières années, davantage de paroles, davantage d'actes qui ont pu être qualifiés d'antisémites. Il y a eu aussi des actes antimusulmans, des actes antireligieux, ils sont tout autant inacceptables. Rien ne sera toléré. Rien ne sera laissé sans réaction. C'est la volonté qui est celle de l'Etat, et cela doit être, aussi, un sursaut de la communauté nationale.

JOURNALISTE : Il faut rassurer aujourd'hui la communauté juive qui est très inquiète.

LE PRESIDENT : Il faut dire tout simplement, à la communauté juive présente depuis des siècles dans notre pays, et qui a déjà connu les horreurs que vous savez au cours de la seconde guerre mondiale, que la France a, pour les juifs qui vivent ici, la considération la plus forte £ comme d'ailleurs à l'égard de tous les citoyens français, et des ressortissants français. Nous sommes donc conscients qu'il y a des doutes, qu'il y a des interrogations qui traversent cette communauté, après tout ce qui vient de se produire.

Nous devons dire qu'ici, la République aime tous ses enfants, elle ne laissera personne diviser et mettre le doute dans ce que peut être la République. Je serai extrêmement ferme là-dessus. Je ne laisserai pas non plus, des paroles prononcées en Israël qui laisseraient penser que les juifs n'auraient plus leur place en Europe et en France en particulier. Mais à nous d'assurer, à tous les juifs de France, mais plus largement à tous les citoyens de France, la sécurité, le respect, la reconnaissance et la dignité £ parce que c'est ce que la République a comme premier devoir.

Je ne laisserai pas non plus s'opposer les uns et les autres à travers le fondamentalisme ou l'intolérance. Il n'en est pas question.

JOURNALISTE : Est-ce que vous vous rendez sur le cimetière juif en Alsace, à Sarre-Union ?

LE PRESIDENT : Il y a demain une cérémonie, si les conditions sont réunies, c'est-à-dire s'il y a eu d'abord un travail d'enquête, je serai demain dans le Bas-Rhin pour cette cérémonie. Merci beaucoup.